

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT**

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ICPE n° 0600012

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
à l'encontre de la société SARL Les Carrières de l'Arthuzié
38, lotissement du Carla – 81100 Burlats
pour le respect de certaines dispositions réglementaires concernant
l'exploitation de la carrière de granite sise lieu-dit *Plamborde*, commune de Burlats**

Le préfet du Tarn,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu le décret du Président de la République du 23 août 2016 portant nomination de Monsieur Jean-Michel MOUGARD en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu le décret du Président de la République du 28 mai 2018 portant nomination de Monsieur François PROISY, sous-préfet hors classe, sous-préfet de Castres ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 14 juin 2018 portant délégation de signature à Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2006, au bénéfice de la SARL Les Carrières de l'Arthuzié, autorisant le renouvellement avec extension de l'autorisation d'exploiter la carrière de granite sise lieu-dit « *Plamborde* » sur la commune de Burlats ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 février 2008, portant modification de l'autorisation d'exploiter du 26 janvier 2006 ;
- Vu** l'article 15 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé qui dispose :
*« Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.
Sur ce plan sont reportés :*
- *les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;*
 - *les bords de la fouille ;*
 - *les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;*
 - *les zones remises en état ;*
 - *la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.*
- Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ».*

- Vu les articles CE 6, CE 7 et CE 8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 janvier 2006 susvisé ainsi que ses annexes définissant le phasage de l'extraction du granite ;
- Vu les articles DG 5, PN 12 et PN 13 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 janvier 2006 susvisé qui disposent :
- *pendant toute la durée des travaux, l'entretien et le nettoyage du site et de ses abords sont régulièrement effectués ;*
 - *les diverses catégories de déchets sont collectés séparément puis éliminés vers des installations dûment autorisées. L'exploitant doit conserver les justificatifs correspondants ;*
 - *Toutes les dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations possibles de valorisation.*
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 25 mai 2018 faisant suite à la visite d'inspection de la carrière du 15 mai 2018, transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 31 mai 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;
- Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 12 juin 2018;

Considérant que lors de la visite en date du 15 mai 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté :

- que l'exploitant n'avait pas fait établir un plan d'exploitation à jour de la carrière de granite qu'il exploite ;
- que les travaux d'extraction du granite ne respectent pas le plan de phasage établi par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 26 janvier 2006 susvisé ;
- la présence de ferrailles et d'une carcasse de véhicule citerne sur le site de la carrière.

Considérant que ces constats ont déjà été faits lors de la précédente inspection du 3 mars 2015 (rapport de la DREAL du 6 mars 2015) et qu'aucun d'eux n'est levé à la suite de l'inspection du 15 mai 2018 ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 et de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 janvier 2006 susvisés ;

Considérant que face à ces manquements récurrents, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SARL Les Carrières de l'Arthuzié de respecter les dispositions réglementaires de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 et de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 janvier 2006 dont elle est bénéficiaire, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Tarn,

ARRÊTE

Article 1 :

La SARL Les Carrières de l'Arthuzié sise 38, lotissement du Carla – 81100 Burlats exploitant la carrière de granite située lieu-dit « *Plamborde* » sur la commune de Burlats est mise en demeure :

- d'établir un plan d'exploitation à jour d'échelle adaptée à la superficie de la carrière sur lequel sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état.
- De produire un dossier révisant le phasage des travaux d'extraction de la carrière avec actualisation du montant des garanties financières pour chaque phase ;
- De nettoyer le site de la carrière en procédant au tri et à l'évacuation des ferrailles et autres déchets vers des installations dûment autorisées. L'exploitant doit conserver les justificatifs correspondants ;

dans **un délai maximum de six mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 :

Dans le cas où une ou plusieurs des obligations prévues aux articles 1 à 3 ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu par ces articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Burlats pour être communiquée à toute personne qui en ferait la demande et pour affichage pendant une durée minimale de 1 mois. Un procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé au préfet par le maire de Burlats.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Tarn

Article 4 :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse, dans les délais suivants :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous préfet de Castres et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) - inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la SARL Les Carrières de l'Arthuzié.

Albi, le **1 2 JUIL. 2018**

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Castres,

François PROISY